



## SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

## LA SANTÉ ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL NE SE MONNAIENT PAS !

Après le challenge des primes pour l'ASCT qui aura dressé le plus de PV, la salle de repos mise à disposition aux plus méritants des cheminots de l'escale, ... désormais, la direction offre des pizzas et des petits déjeuners aux cheminots du Matériel pour celles et ceux cumulant le moins d'arrêts. Pendant ce temps, des cheminots meurent au travail et la direction de la SNCF, face à ces drames, pratique l'omerta !

En 2017, plus de 50 cheminots ont mis fin à leurs jours ou sont décédés en service. En 2018, la liste est déjà trop longue. Combien d'autres pour que direction et gouvernement se rendent compte de la situation ?!

En parallèle de ces drames, différents "challenges" mettant en péril la qualité de vie au travail et la sécurité des cheminots, ont vu le jour au sein des Technicentres du domaine, promettant « des récompenses pour ceux ayant eu le moins d'arrêts de travail ».

« On s'arrange pour que ton accident du travail n'en soit pas un, on est à 3 jours des bons cadeaux, ça serait dommage » ou encore « Vous n'pourrez pas avoir de p'tit déj' avec les collègues ! C'est la faute à machin qui s'est brisé les reins »... Des paroles comme celles-là, il en pleut des dizaines par semaine au sein du domaine Matériel ! Ces pressions exercées sur les cheminots ont pour but de dissimuler des accidents de travail ou inciter les agents à ne pas s'arrêter en cas de maladie, voire de ne pas le déclarer pour ne pas être montré du doigt et marqué au feutre rouge sur le tableau blanc.

La direction se justifie de ces faits et méthodes au prétexte que "les managers sont encouragés à innover, à s'adapter et à faire preuve d'autonomie". Elle juge ces challenges comme "quelques maladresses sans conséquence" !

Ce qu'elle omet de préciser, c'est que ces challenges ont vu le jour à cause des objectifs irréalistes qu'elle a elle-même fixés aux dirigeants de proximité. La pompe à fric avant la santé de ses salariés !

Ces méthodes d'un autre temps, totalement inadmissibles, sont immorales ! Après tout, il est plus facile d'accuser les cheminots que de prendre ses responsabilités concernant les causes de ces accidents et décès et d'agir en conséquence afin que cela ne se reproduise plus à l'avenir.



Dans les Technicentres de Maintenance et Industriels, il s'agit de métiers très techniques et à hauts risques et la direction se doit de gérer la sécurité, tout comme la formation de façon plus rationnelle et objective.

D'autres questions en lien avec ces pratiques dénigrantes se posent : qu'est-ce qui fait que certains cheminots répondent favorablement à ces sollicitations malfaisantes ? C'est à mettre en relation avec les salaires très bas qui sont pratiqués au sein de la fonction. Nombre de cheminots ont de plus en plus de mal à « boucler les fins de mois » et la direction est la seule responsable de cette situation en imposant le gel des salaires depuis quatre années consécutives.

Ces cheminots, qu'on pressurise, qu'on harcèle, qu'on menace, sont mis en concurrence entre eux pour plus de profits et pour des objectifs toujours plus élevés, sans aucune reconnaissance du travail accompli.

**Il faut que cela cesse !**

**La CGT a récemment porté ce dossier en Comité Central d'Entreprise et devant le Comité National d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du domaine. La CGT a sommé la présidence de ce dernier de faire cesser ces agissements sans attendre.**

**Inacceptable !**

Des militants nous ont fait part que des cheminots en arrêt maladie sont régulièrement sollicités par leur hiérarchie quant à leur reprise au prétexte de s'inquiéter de l'état de santé de ces derniers - en réalité, pour la prévision PHP (Planning Hebdomadaire de Production) et remplir les objectifs de productivité - alors que législativement parlant, cela est formellement interdit. En effet, un arrêt maladie est considéré comme une cessation (temporaire) du contrat de travail et l'entreprise ne peut, durant cette période, solliciter le salarié.

En termes de ferroviaire, le risque zéro n'existe pas mais les règles strictes de sécurité, la formation et les bonnes conditions de travail doivent tendre à l'approcher. Les orientations prises aujourd'hui par le gouvernement et le président PEPY ne vont pas dans ce sens et la politique du risque calculé démontre là ses limites.

**La CGT revendique :**

- ✓ **L'AMÉLIORATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL,**
- ✓ **LA REVALORISATION DES SALAIRES,**
- ✓ **LA RECONNAISSANCE DE NOS MÉTIERS.**

**DU 16 AU 22 NOVEMBRE 2018 :  
VOTEZ ET FAITES VOTER CGT !**

